

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

Troisième session ordinaire  
du Conseil d'administration

Rome, 18 - 22 octobre 1999

## RAPPORTS DU DIRECTEUR EXÉCUTIF SUR DES QUESTIONS OPÉRATIONNELLES

Point 8 de l'ordre du  
jour

## RAPPORT SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DU PROJET DE DÉVELOPPEMENT PÉROU 5162.00

### Restauration écologique des petits bassins versants des Andes

|  |                       |
|--|-----------------------|
| Date de l'approbation                        | 4 juin 1993           |
| Date de la signature du plan d'opérations    | 15 septembre 1993     |
| Date d'acceptation de la lettre de démarrage | 28 décembre 1993      |
| Date de la première distribution             | 1er juillet 1995      |
| Durée de l'assistance du PAM                 | Quatre ans            |
| Durée du projet au 31/12/98                  | Trois ans et six mois |

#### Coût (dollars E.-U.)

|                                      |           |
|--------------------------------------|-----------|
| Coût total pour le PAM               | 9 400 000 |
| Coût total des produits alimentaires | 7 400 000 |

### *Pour information*



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.3/99/8-F/1\***

20 octobre 1999

ORIGINAL: ANGLAIS

\* Réimprimé pour raisons techniques

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM ([http://www.wfp.org/eb\\_public/EB\\_Home.html](http://www.wfp.org/eb_public/EB_Home.html)).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le(s) fonctionnaire(s) du PAM mentionné(s) ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Attaché de liaison principal:            Mme R.I. Antolín            tel.: 066513-2207

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le commis aux documents et aux réunions (tél.: 066513-2641).



---

## OBJECTIF DU PROJET ET DE L'AIDE DU PAM

1. Le projet cherche à remédier à d'importants dégâts écologiques dans 65 petits bassins versants andins, lesquels sont dus à plusieurs années de sécheresse alternant avec des gelées et des inondations. Il vise également à accroître la productivité agricole grâce à la mise en valeur de 1 931 hectares destinés à des fermes semencières et de 7 000 hectares consacrés à la production de cultures vivrières andines. Les exploitants bénéficiaires participent aux programmes de formation et de transfert de technologie.
2. Les petits bassins versants biodiversés du projet se situent dans six départements: Cajamarca, Cuzco, Puno, Arequipa, Moquegua et Tacna, à des altitudes allant de 2 800 à 4 500 mètres au-dessus du niveau de la mer, régions où, selon les cartes de la pauvreté, vivent les populations les plus démunies. L'on estime que 80 pour cent au moins de la population cible est autochtone.

### Objectifs à long terme

3. L'objectif à long terme est d'accroître les approvisionnements alimentaires et de les assurer de manière durable ainsi que de renforcer les organisations agricoles.

### Objectifs immédiats

4. Les objectifs immédiats sont les suivants:
  - a) restaurer et augmenter la productivité des sols et des ressources en eau;
  - b) fonder un réseau de fermes semencières pour les cultures andines;
  - c) créer des fonds d'avances autorenouvelables locaux gérés par les communautés pour les activités de production vivrière; enfin
  - d) contribuer à la formation visant à améliorer les pratiques de gestion et de production des cultures andines, la conservation des sols et les autres activités productives.

---

## EXECUTION DU PROJET

5. Le projet a été approuvé en 1993 à la treize-cinquième session du Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire (CPA) qui a recommandé que les besoins fondamentaux des femmes et des hommes en matière de gestion des petits bassins versants soient pris en considération. A cette fin, le bureau de pays a bénéficié d'un don des Pays-Bas pour l'amélioration de la qualité et, en accord avec l'agence d'exécution gouvernementale, l'ONG CENTRO a été engagée pour mettre en oeuvre un programme d'intégration de la problématique hommes-femmes dans les activités du projet. Cette prestation a commencé en juin 1994 et a duré 24 mois, pour un coût total de 217 000 dollars E.-U. (187 000 dollars provenant du don des Pays-Bas pour l'amélioration de la qualité et 30 000 dollars, du Gouvernement autrichien). Elle a porté sur des activités de plaidoyer et de sensibilisation, la préparation de matériel pédagogique ainsi que la formation aux niveaux national et local, y compris à l'intention des techniciens du gouvernement et des bénéficiaires.
6. Le projet est exécuté dans le cadre du Programme national de gestion des bassins versants et de conservation des sols du Ministère de l'agriculture (PRONAMACHCS). La logistique est assurée par le Programme national d'aide alimentaire (PRONAA) du



Ministère de la promotion des femmes et du développement humain. Un comité national, chargé de l'ensemble de la politique et de la planification, est composé du Vice-Ministre de l'agriculture (Président), du Représentant du PAM, du Président exécutif du PRONAA ainsi que des Directeurs exécutifs du PRONAMACHCS et du projet financé par le FIDA "Transfert de technologie aux communautés agricoles des régions montagneuses". Un Secrétariat technique, composé de techniciens du PRONAA, du projet du FIDA et du PAM, rend compte au comité national. Six comités départementaux assurent la planification locale en fonction d'évaluations des besoins des bénéficiaires.

7. Le projet est appliqué par 90 administrateurs à plein temps dont la responsabilité est d'assurer l'assistance technique et la formation ainsi que le suivi et l'établissement des rapports. Cet effectif inclut 10 membres de cinq ONG locales. Cent cinquante personnes sont également employées à temps partiel.
8. En outre, le projet financé par le FIDA met à disposition 45 agents de vulgarisation agricole dans 19 petits bassins versants. Le PAM offre une incitation sous forme de vivres aux étudiants des instituts agricoles soutenus par ce projet.
9. Soixante-quatre fonds d'avances autorenewables ont été créés dans les communautés et la plupart ont augmenté leur base financière d'amorçage. PRONAMACHCS prépare actuellement des directives formelles sur la gestion de ces fonds et organise un programme de cours de perfectionnement.
10. Au cours de la durée du projet, environ 56 600 familles d'agriculteurs recevront des vivres-contre-travail dans le cadre des activités de conservation des sols et de l'eau; 3 800 autres participeront au programme de fermes semencières et 7 000 familles supplémentaires bénéficieront du soutien du fonds d'avances autorenewable. En outre, 1 000 étudiants d'instituts agricoles recevront des vivres dans le cadre d'une formation pratique.

## GESTION DES PRODUITS ALIMENTAIRES

11. Compte tenu de l'arrivée tardive de la première expédition de blé du PAM ainsi que des opérations de monétisation et des achats locaux, la première distribution du projet a été retardée de 18 mois.
12. Les produits alimentaires constituent des mesures d'incitation pour les activités vivres-contre-travail prévues dans les communautés et pour les étudiants agricoles. La ration journalière d'une famille se compose de 1 500 grammes de céréales, 200 grammes de légumineuses, 150 grammes de viande séchée et 75 grammes d'huile/matières grasses alimentaires.
13. Le PAM s'est initialement engagé à livrer 48 115 tonnes de blé et 765 tonnes d'huile végétale. A la suite de trois révisions budgétaires, l'engagement est maintenant porté à 40 423 tonnes de blé, 572 tonnes d'huile végétale et 1 176 tonnes de matières grasses alimentaires. Ces révisions ont été nécessaires en raison de l'indisponibilité des produits demandés. Au 31 décembre 1998, le projet avait reçu 58 pour cent du blé et 99 pour cent de l'huile végétale et des matières grasses alimentaires. A cette date, la monétisation du blé et le produit des intérêts représentaient 5,8 millions de dollars. Sur cette somme, 4,3 millions de dollars ont servi à l'achat local de 9 101 tonnes de céréales, de légumineuses et de viande/poisson séché; 1 010 tonnes de matières grasses alimentaires sont en cours d'échange sur le marché local contre des céréales et des légumineuses;



800 000 dollars supplémentaires de fonds monétisés ont été consacrés à un système de crédit autorenouvelable et 700 000 dollars à des pépinières de semences.

14. Au cours de 1998, en raison du manque de blé pouvant être monétisé, le projet a dû emprunter des ressources au projet Pérou 2341.00 (équivalent à 8 000 tonnes de blé) afin d'acheter des produits locaux pour satisfaire les besoins de 1998. La monétisation a été approuvée par le CPA pour l'achat de ces produits.
15. PRONAA gère sept entrepôts: un à Lima et six dans les départements ciblés. Les vivres importés sont livrés aux entrepôts régionaux d'où ils sont expédiés, simultanément aux produits achetés localement, aux points de livraison finals. Les achats locaux représentent 89 pour cent du total distribué. Le gouvernement couvre l'ensemble des frais de transport intérieur, d'entreposage et de manutention (TIEM).
16. La distribution alimentaire s'est initialement bien déroulée mais en 1997, des retards ont été enregistrés en raison de problèmes liés au système gouvernemental d'achat centralisé des produits alimentaires. Ce système fonctionne maintenant mieux grâce à la création de 17 comités d'achats régionaux.
17. Les pertes post-c.a.f. se sont élevées à 0,448 tonne d'huile et à 0,646 tonne de poisson séché, ces chiffres représentant 0,08 pour cent de la distribution. Des pertes se sont produites au cours des opérations de transport intérieur et de manutention et celles de poisson séché ont été remboursées par le gouvernement. Le processus de monétisation a rendu possible l'achat de produits alimentaires à proximité des points de distribution et a donc permis de réduire au minimum les pertes post-c.a.f.

## CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT

18. Le gouvernement honore ses engagements en matière de personnel, d'équipement, de logistique, d'assistance technique et de suivi. Sur les 4,4 millions de dollars prévus dans le plan d'opérations au titre des dépenses du gouvernement, 3,4 millions de dollars ont été déboursés au 30 septembre 1998 (soit 77 pour cent de la somme fixée). Le gouvernement a également consacré 300 000 dollars à des articles non alimentaires destinés à des travaux d'irrigation et à la construction d'entrepôts.

## ASSISTANCE EXTERNE

19. Outre les 217 000 dollars alloués par les gouvernements des Pays-Bas et de l'Autriche pour financer les services de consultants spécialisés dans la problématique hommes-femmes, le Gouvernement norvégien a fait don, en 1994, d'outils agricoles dont la valeur a été estimée à 224 491 dollars pour mener à bien les activités de conservation des sols. En 1998, le Gouvernement suédois a également fourni 23 266 dollars pour la mise en place de petits systèmes d'irrigation.
20. En 1997, afin de pallier les pénuries de vivres du PAM, l'Union européenne (UE) a participé au projet en fournissant 2 000 tonnes de produits alimentaires d'une valeur équivalent à 960 000 dollars. En 1998, l'UE a de nouveau alloué 250 000 dollars, principalement pour acheter des engrais organiques qui ont été utilisés comme mesure d'incitation pour construire 108 entrepôts communautaires destinés au stockage des vivres. Cette mesure a bénéficié à 1 620 familles, dont 292 sont dirigées par des femmes.



## EVALUATION

21. Le projet se déroule sans problème. Les bénéficiaires participent activement aux comités de gestion du projet établis dans les communautés de chaque petit bassin versant, planifient les activités et gèrent le fonds d'avances autorenewable. Des jardins semenciers produisent des semences de meilleure qualité.
22. Au 31 décembre 1998, 38 204 familles, dont 18 pour cent dirigées par des femmes, ont bénéficié des activités du projet (soit 67 pour cent de l'objectif ciblé). Un membre de chaque famille au moins a reçu l'appui d'une assistance technique. Une formation a été dispensée aux nombres suivants de responsables communautaires: 65 (dont 13 femmes) en conservation des sols (108 pour cent de l'objectif visé), 325 (dont 49 femmes) en enquêtes sur le terrain (250 pour cent de l'objectif), 130 (dont 117 femmes) en jardins semenciers (197 pour cent de l'objectif) et 720 (dont 57 femmes) en gestion de fonds d'avances autorenewable (114 pour cent de l'objectif). En outre, 7 400 familles ont reçu un crédit en nature sous forme de semences, d'engrais et de pesticides (106 pour cent de l'objectif). En outre, dans le cadre de la collaboration avec le projet financé par le FIDA, 1 700 étudiants en agriculture, dont 530 femmes, ont reçu des vivres dans le cadre d'une formation pratique.
23. Les activités du projet suivent les plans de travail annuels. Les résultats dépassent souvent les objectifs. Deux cent vingt-cinq pour cent de l'objectif fixé pour le reboisement et 245 pour cent de celui visé pour la création de terrasses progressives ont ainsi été atteints. Les résultats enregistrés pour les autres activités varient de 38 à 98 pour cent. Deux activités cependant ne remplissent nettement pas les objectifs définis: la protection des berges des rivières (11 pour cent) et la mise en valeur des prairies (neuf pour cent), les communautés ayant choisi en priorité de construire des terrasses en raison du manque de terres arables dans les zones du projet.
24. Environ 5 500 hectares des terres agricoles de petits exploitants ont été bonifiées et 10 700 hectares ont été reboisées. En outre, dans chaque famille participante, un membre au moins a bénéficié d'une formation technique en conservation des sols, ce qui est un facteur clé de la durabilité du projet. Les terres mises en valeur ont permis d'accroître la production agricole des petits exploitants d'environ 17 000 tonnes par an dans les zones du projet, soit une augmentation de production égale, en moyenne, à 450 kilogrammes par famille. Cette augmentation a eu un effet direct sur la sécurité alimentaire des ménages.
25. Les femmes jouent un rôle essentiel dans la stratégie du projet et participent à toutes les activités qui le composent. Les compétences des femmes dans le domaine du reboisement, notamment dans la gestion des pépinières de semences, ont permis d'obtenir des résultats qui ont nettement dépassé les objectifs. Une étude réalisée en 1997 a révélé cependant que les femmes ne représentaient que 18 pour cent seulement des membres des comités de gestion des communautés. L'objectif, en fin de projet, est de porter la représentation des femmes à ces comités à plus de 30 pour cent. L'une des difficultés à atteindre ce but est le taux élevé d'analphabétisme des femmes dans les régions montagneuses et partant, le manque d'estime de soi. La participation des femmes à ces comités est encouragée comme faisant partie de la formation.
26. Le projet a été inclus dans plusieurs études thématiques comparatives organisées par le Bureau de l'évaluation dont l'une a porté sur la conservation des sols en mars 1997. Cette étude a conclu que les activités vivres-contre-travail étaient efficaces pour favoriser la



conservation des sols en raison de leur valeur incitative et que le PAM devait continuer à leur donner priorité.

### **Evaluation de l'impact du projet**

27. En 1996, le bureau du PAM au Pérou, a commencé à changer fondamentalement de stratégie en mesurant, non plus simplement les résultats tangibles du projet, mais les changements socio-économiques du point de vue des clients du PAM, c'est-à-dire des bénéficiaires.
28. Cet effort s'est traduit par une enquête par sondage effectuée auprès de 600 familles bénéficiaires qui a été organisée et financée par PRONAMACHCS en mai/juin 1997. Le premier rapport d'évaluation de l'impact du projet Pérou 5162.00 a été soumis au PAM en octobre 1997. Ce rapport a fait les observations suivantes:
  - a) les revenus des familles dans les zones du projet ont augmenté de 6,7 pour cent en moyenne;
  - b) la consommation alimentaire des familles s'est améliorée quantitativement et qualitativement (16 pour cent de plus de céréales, 15 pour cent de plus de tubercules, 19 pour cent de plus de pommes de terre et 13 pour cent de plus de viande);
  - c) la production dans les zones remises en état a augmenté de 13 pour cent et les rendements sont passés de 985 à 1 075 kilogrammes par hectare.
29. Indépendamment de l'aide alimentaire, les bénéficiaires ont indiqué que les avantages les plus importants avaient été acquis dans les domaines de l'assistance technique, de la formation et de la conservation des sols.
30. Au début de 1996, une mission technique du PAM a conclu que certains des objectifs immédiats fixés dans le cadre de la consultation spécialisée sur la problématique hommes-femmes avaient été atteints, notamment en ce qui concerne la perception différenciée des divers groupes participant au projet (femmes, hommes, jeunes, enfants) par les techniciens et les bénéficiaires. De ce fait, une approche différenciée a été intégrée à la formation et aux activités du projet. D'autres résultats portent sur l'aptitude du personnel du projet à concevoir et à appliquer un diagnostic participatif à une communauté spécifique et à ses plans de développement, en y incluant une perspective tenant compte des différences entre les sexes. Les ONG associées à l'exécution du projet ont acquis de meilleurs outils pour offrir une assistance technique plus performante et pour mieux promouvoir l'équité entre les sexes dans leurs zones respectives. Les bénéficiaires du projet participent davantage aux comités locaux sur la conservation des sols et de l'eau, le reboisement et les infrastructures, et les femmes sont de plus en plus nombreuses à les présider.
31. Cette consultation a également permis de créer une unité sur la problématique hommes-femmes au sein du PRONAMACH et de nommer un responsable spécialisé en la matière dans chaque bureau PRONAMACH local.
32. En 1998, le PAM a reçu des fonds du Gouvernement du Canada pour financer l'assistance technique fournie par l'Universidad del Pacífico (Université du Pacifique) dans le but d'aider le personnel du PRONAMACHCS à concevoir une enquête et d'assurer la formation s'y rapportant. Afin de mesurer les changements socio-économiques, une enquête par sondage a été réalisée auprès de 1 800 familles. Un échantillon d'environ cinq pour cent des familles a été sélectionné dans chaque petit bassin versant. Afin de mener à bien le projet, il a fallu identifier des indicateurs dont les plus importants ont été: la mise en valeur des terres, l'augmentation de la productivité et de la production, la hausse des



revenus, l'émigration, la participation des femmes aux comités locaux, la consommation vivrière. Ces indicateurs ont été définis au cours d'un atelier sur le terrain coordonné par l'Universidad del Pacífico, responsable de gérer, de guider, de rassembler et de consolider les données fournies par les participants. Le personnel du PRONAMACHCS associé au projet IFAD/FEAS, les ONG locales et deux bénéficiaires ont participé à l'enquête. Les résultats ont à nouveau montré une évolution socio-économique positive indiquée par les points suivants: a) une augmentation de 17,6 pour cent de la production agricole; b) une hausse de six pour cent de la productivité; et c) une meilleure capacité d'initiative des femmes grâce à leur plus grande participation aux comités communautaires.

33. L'enquête a également révélé l'importance que les produits alimentaires jouent dans la diminution de la migration saisonnière des hommes vers les zones urbaines à la recherche de revenus en espèces. L'enquête a montré que, grâce à l'appui alimentaire, la proportion des hommes restant dans leur communauté a augmenté de 50 pour cent. En renforçant les activités du projet, l'aide alimentaire a non seulement amélioré la sécurité alimentaire, mais aussi consolidé les organisations communautaires.

## CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

34. Bien que la disponibilité des vivres n'ait parfois pas rempli la demande annuelle, les objectifs fondamentaux du projet sont atteints et l'on a observé une incidence mesurable sur la productivité et la production vivrière ainsi que sur la situation socio-économique des bénéficiaires.
35. Dans les zones d'insécurité/pénurie alimentaire, la diminution des migrations des hommes semble montrer l'importance de l'effet de valeur ajoutée de l'aide alimentaire. En outre, l'augmentation de la production réduit l'insécurité alimentaire des ménages grâce à une hausse des revenus, permettant ainsi de rendre les produits alimentaires plus disponibles et accessibles aux pauvres souffrant de la faim.
36. Bien que la priorité accordée à la participation des femmes ait abouti dans les activités vivres-contre-travail et dans la formation, des efforts supplémentaires doivent être faits pour encourager les femmes à devenir davantage membres des comités de gestion locaux.
37. Les retards des achats locaux et le manque de ressources du PAM ont diminué le rythme des distributions. Des prêts inter-projets et des efforts pour mobiliser d'autres ressources ont contribué à pallier les manques de ressources; néanmoins, il est important que le siège du PAM assure les approvisionnements en temps voulu pour garantir une gestion continue et une exécution harmonieuse des activités du projet.
38. Au 31 décembre 1998, le solde des engagements non expédiés s'élevait à 16 982 tonnes de blé. Sur ce montant, 8 000 tonnes de blé et l'équivalent en blé de 300 tonnes de poisson en boîte doivent être remboursés aux projets Pérou 2341.02 et Pérou 4808.00 au titre de prêts non remboursés.
39. Le projet devrait prendre fin en juin 1999. Compte tenu des résultats positifs enregistrés à ce jour et du solde des engagements non réglés du PAM, une demande de prolongation du projet de un an a été déposée.

